Antoine Masson et Michel Parlier (dir.)

Agir sur les démarches compétence

Anact, 2004. 174 pages, 14 euros

Cet excellent ouvrage place le collectif et le cadre au cœur des démarches compétences. Il s'agit de favoriser les démarches ayant pour finalité l'adéquation des compétences détenues par les salariés aux besoins des entreprises en mettant les bonnes compétences en face des échéances et problématiques qui se posent aux entreprises. Cette démarche initialisée par la direction doit, pour atteindre son objectif, être portée par tout le collectif. Il s'agit de mettre en œuvre un système impliquant tous les acteurs de l'entreprise, piloté par un comité chargé de son ajustement constant.

Le rôle des cadres tient à leur capacité à développer des situations d'apprentissage dans lesquelles les salariés acquièrent des compétences, mais aussi à leur aptitude à évaluer les compétences ainsi acquises.

Les principaux points de vigilance sont particulièrement bien identifiés et les pistes d'actions à suivre bien renseignées : reconnaître les compétences ; les

hiérarchiser ; assurer l'équité entre tous les salariés ; développer les compétences ; prévoir les recours ; rémunérer les compétences ; assurer leur suivi.

Les enjeux des acteurs (direction, encadrement, salariés, représentants) sont également bien analysés, et l'on voit bien ce que chacun peut y gagner. De nombreux exemples concrets, issus des interventions de l'Anact, viennent illustrer et documenter chacun des thèmes présentés. Cet ouvrage devrait ainsi contribuer à clarifier la représentation des démarches compétences, et permettre ainsi leur développement.

Il reste cependant une interrogation qui ne trouve pas réponse dans cet ouvrage : comment développer l'appétence des entreprises à développer les démarches compétences ? La réponse dépendra des collectifs concernés, qui doivent agir et amener les directions à envisager la mise en œuvre d'une démarche compétences.

Michèle Bosoni

Thierry Hommel

Stratégies industrielles et contestation sociale

Cemagref, Cirad, Ifremer, Inra, 2004. 354 pages, 47 euros

La théorie économique assimile les problèmes d'environnement à des « défauts du marché » et sollicite l'intervention publique pour en corriger les biais. Toutefois, de plus en plus d'entreprises précèdent l'intervention

réglementaire de la puissance publique par des initiatives, qu'il s'agisse de chartes environnementales ou de codes de bonne conduite, revendiquant une responsabilité sociale en tant que producteur. Réciproquement, les autorités de